

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1378 - 2 mars 1989 - 4 F

### D 1378 EL SALVADOR: LA GUÉRILLA PRÊTE AUX ÉLECTIONS

C'est normalement le 19 mars 1989 que doivent avoir lieu les élections présidentielles dans la foulée des élections législatives et municipales du 20 mars 1988, qui avaient vu la victoire de l'extrême-droite (cf. DIAL 1306). La surprise est venue du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), le groupe de guérilla qui, le 20 janvier dernier, annonçait qu'il était prêt à participer aux élections, à condition qu'elles soient reportées de six mois. L'initiative est approuvée par l'opposition non armée de Convergence démocratique créée le 29 novembre 1987 (cf. DIAL D 1288); mais elle est rejetée tant par la droite nationale que par la plupart des milieux militaires (cf. DIAL D 1348). Quant au Parti démocrate-chrétien, il est en situation d'éclatement, alourdie de plus par la grave maladie du Président Napoleón Duarte. Le virage politique de la guérilla, s'il se confirme et s'il est accepté par le gouvernement, est la confirmation de son impasse militaire, et il est de nature à mettre enfin un terme à la guerre civile et à permettre un consensus national minimal (cf. DIAL D 1351).

Ci-après nous donnons le texte de la proposition du FMLN et celui de la contreproposition de la coalition Union populaire, pro-gouvernementale.

Note DIAL

#### 1. Proposition du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) sur les élections (23 janvier 1989)

Le commandement général du FMLN,

considérant:

- 1) Que la réalisation des cinq dernières élections n'a pas réglé les problèmes fondamentaux du pays;
- 2) Que le peuple ne croit plus aux élections parce qu'elles sont pour lui frauduleuses et parce qu'elles n'ont pas servi à mettre un terme au conflit ni à régler la très grave crise économique à la base de la lutte sociale;
- 3) La dépendance totale du pays par rapport aux Etats-Unis, ce qui oblige les partis traditionnels de la Démocratie chrétienne et de l'ARENA à obtenir les bonnes grâces du gouvernement nord-américain plutôt que celles des Salvadoriens;
- 4) La tendance à la fraude et à la crise entre les pouvoirs législatif, exécutif et militaire, ce qui a pour effet de faire du débat sur la loi électorale un problème insoluble transformant les prochaines élections en détonateur d'une crise politique majeure qui se soldera par un vide de pouvoir définitif;
- 5) L'augmentation de la violence par suite de l'intensification de la répression du peuple qui réclame des solutions à ses problèmes, ce qui place l'armée devant le dilemme de procéder à un génocide en provoquant une insurrection, ou d'attendre le vide du pouvoir et une insurrection par la famine;

6) L'existence d'une situation internationale dans laquelle la majorité des guerres sont réglées par la voie de la négociation;

faisant un ultime effort pour empêcher l'explosion sociale en donnant aux élections un objectif supérieur de contribution à une paix durable,

avance la proposition politique suivante:

Reporter les élections du 19 mars et les réaliser dans un délai approximatif de six mois. Nous proposons concrètement le 15 septembre, jour de l'indépendance de la patrie, en procédant à ces élections en fonction des engagements suivants:

1) Cessation immédiate des assassinats et des enlèvements, de la répression contre les manifestations, grèves et autres activités du mouvement populaire, et respect absolu par la force armée de l'activité électorale de tous les partis.

2) Consignation dans leurs casernes de l'armée, des forces paramilitaires et des forces de sécurité le jour des élections, de sorte qu'elles n'y aient aucune part.

3) Intégration de Convergence démocratique dans le conseil des élections, et formation d'un conseil de contrôle des élections composé d'organisations religieuses, humanitaires et civiles qui auraient en charge le maintien de l'ordre le jour des élections, inviteraient et coordonneraient tous les observateurs internationaux.

4) Elaborer un code électoral avec le consensus de tous les partis.

5) Accorder le droit de vote à tous les Salvadoriens qui sont à l'étranger et leur donner, avec le soutien international, les moyens d'exercer ce droit.

6) Le gouvernement des Etats-Unis doit rester à l'écart des élections et n'appuyer aucun parti.

Engagements que prendrait le FMLN:

1) Il respecterait l'activité des partis et des organismes électoraux sur l'ensemble du territoire national;

2) ainsi que les maires, si ceux-ci se séparent des plans de l'armée.

3) Il décrèterait une trêve courant sur les deux jours antérieurs et les deux jours postérieurs aux élections; et il retirerait toute présence de force militaire dans les localités et sur les lieux de vote.

4) Il appellerait l'ensemble de sa base sociale à participer aux activités électorales en invitant le peuple à voter et à soutenir le programme et les candidats de Convergence démocratique.

5) Il accepterait la légitimité du résultat électoral.

6) Il accepterait - pour faciliter la mise en oeuvre de cette proposition - que l'actuel gouvernement soit maintenu durant toute la période de transition.

Des élections réalisées dans les conditions que nous proposons rendraient possible une solution politique irréversible du conflit, en devenant une très grande participation à la paix.

Cette proposition contient des éléments qui divergent objectivement de l'ordre légal actuel, que les forces au pouvoir se chargent d'ailleurs de violer en permanence. Nous appelons à placer la paix au-dessus des lois en vigueur et nous faisons voir à ces forces qu'elles ont le pouvoir de décision, qu'en continuant la guerre elles mèneront à l'échec leurs intérêts économiques et politiques.

Les conditions dans lesquelles se déroulent actuellement les élections rendent celles-ci illégitimes. C'est pourquoi le FMLN les rejette et, tant que la situation

ne sera pas changée, le FMLN maintiendra cette position et suivra le peuple dans le rejet des élections prévues. Le processus électoral actuel aggrave la guerre. Notre proposition contribue à la paix.

Le FMLN appelle toutes les forces sociales du pays à prendre position sur cette proposition et se déclare disposé à la discuter immédiatement avec le gouvernement, l'Assemblée législative, la force armée et tous les partis politiques.

L'archevêque de San Salvador, Mgr Arturo Rivera, peut contribuer à la concertation dans les conversations qui avaliseront l'effort national de consensus entrepris par l'Eglise.

El Salvador, le 23 janvier 1989

Commandants Roberto Roca, Leonel González, Schafik Handal, Fermán Cienfuegos, Joaquín Villalobos.

## **2. Contre-proposition de l'Union populaire présentée au président Duarte (30/1/89)**

L'Union populaire, coalition constituée des partis Libération, Authentique salvadorien et Populaire salvadorien, par rapport au document du FMLN,

considérant:

I. Que la réalisation des cinq dernières élections a clairement montré que le système démocratique, avec son processus commencé en 1982, a été accepté par l'immense majorité du peuple salvadorien. Cette acceptation a été ratifiée durant toute la période d'inscriptions électorales commencée en 1987, au cours de laquelle plus d'un million et demi de Salvadoriens aptes à voter ont volontairement accouru pour s'inscrire sur les listes électorales. Une telle détermination et preuve de soutien au processus démocratique s'est confirmée avec la remise des cartes d'électeur, période durant laquelle les Salvadoriens inscrits ont de nouveau accouru à l'appel des partis pour retirer leur titre électoral avec lequel la grande majorité des électeurs a accordé sa voix aux élections de 1988. Aujourd'hui, d'autres citoyens ont reçu leur carte d'électeur pour apporter leur voix aux élections présidentielles de 1989;

II. Que cette expression libre des Salvadoriens est la preuve la plus flagrante de l'acceptation du système démocratique et des élections. C'est l'expression claire que des élections libres sont l'instrument démocratique qui nous conduira progressivement à un système démocratique perfectionné et à la paix, chaque fois que nous, partis politiques, nous intégrons au processus et écartons de nos coeurs et de nos esprits les actions qui n'ont aucune raison d'être, en raison précisément de l'ouverture démocratique qui existe dans notre pays en dépit de ses imperfections;

III. La dépendance économique et politique dans laquelle on est tombé, comme produit de la guerre, doit nous amener tous à penser que c'est uniquement par l'union, l'harmonie et le souci de l'avenir de notre peuple que nous pourrions nous récupérer, et faire face non seulement à cette dépendance mais aussi à toute la gamme des besoins sociaux qui sont ceux de notre peuple, lesquels ne seront jamais satisfaits sans les ressources que nous seuls pouvons générer;

IV. Que nous reconnaissons dans notre processus démocratique débutant des imperfections qui diminueront à mesure de notre maturité politique et sociale, et cela d'autant plus rapidement que nous nous intégrerons pacifiquement à cet effort de démocratisation;

V. Que dans le cas d'actions préméditées contre les droits de l'homme et les droits politiques du peuple salvadorien, il sera plus facile de les combattre par des moyens pacifiques et légaux si nos attitudes de protestation, même les plus énergiques, sont menées dans le cadre de la légalité de façon à éviter généralement tout dommage physique et matériel à notre peuple;

VI. L'existence d'une situation internationale, dans laquelle la majorité des guerres sont réglées par des moyens rationnels, nous oblige tous à conclure que nous devons nous aussi parvenir à la paix par la même voie;

résolument décidée, avec une intention patriotique claire, à mettre un terme à la guerre, à la détérioration économique et sociale qui écrase notre peuple, et fermement convaincue qu'il faut cimenter définitivement le processus démocratique,

propose:

A) La cessation immédiate de toute action violente; le respect de la vie des citoyens; le respect du droit d'association, d'expression et de manifestation pacifique des différents secteurs politiques et populaires; et le respect total par la force armée des activités électorales de tous les partis;

B) L'engagement formel de tous les partis politiques et de leurs alliés de se faire les vrais défenseurs du respect de la volonté du peuple telle qu'elle se traduira par le vote du 19 mars prochain;

C) Le respect du code électoral en vigueur par l'Assemblée, les partis politiques et les autres secteurs;

D) De mettre en pratique le mécanisme légal nécessaire pour que, dans les délais les plus brefs, les Salvadoriens se trouvant en dehors du pays, puissent voter dans les locaux diplomatiques existants ou dans des lieux appropriés, de sorte que ces votes soient intégrés légalement au corps électoral, ainsi que l'établit l'article 8 du Code électoral;

E) De se prononcer pour un refus de l'intervention de gouvernements et de pays, démocratiques ou non, dans nos affaires électorales.

Que le FMLN, pour sa part, s'engage publiquement à ce qui suit:

1. Paralysation totale de ses actions militaires sur tout le territoire durant trente jours avant les élections et trente jours après.

2. Respect de tous les citoyens dans l'activité électorale directe ou indirecte, ainsi que de tous les membres d'organismes et d'institutions légalement reconnus en matière électorale.

3. Respect de la vie et reconnaissance de l'autorité municipale, laquelle est le produit de la volonté populaire exprimée dans les élections de 1988, ainsi que pour les autres personnes remplissant une charge élective ou nominale.

4. Appel à l'ensemble du peuple salvadorien à participer aux élections et invitation à sa base sociale à soutenir le programme des candidats de Convergence démocratique.

5. Acceptation de la légitimité du système démocratique salvadorien et de ses élections, y compris le résultat de celles à venir.

L'Union populaire propose l'alternative suivante en complément de sa proposition:

Au cas où le FMLN, dans le but de contribuer véritablement à la paix, déciderait de déposer les armes avant les élections, un dialogue s'ouvrirait immédiatement entre les instances compétentes et le FMLN pour élaborer les mécanismes d'intérêt national grâce auxquels les élections seraient constitutionnellement reportées en septembre de cette année. Il serait proposé de passer des accords pour qu'aucun parti politique ne présente de candidats aux élections du 19 mars et pour que l'Assemblée législative désigne la personne qui exercerait pendant le temps nécessaire la fonction de président intérimaire de la République.

L'Union populaire demande à tous les commandants du FMLN de définir leur position sur cette proposition et exprime par avance sa ferme disposition à la promouvoir dans le seul but de parvenir à une paix véritable dans la liberté et la démocratie.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 340 F - Etranger 400 F - Avion 470 F  
Direct. Charles ANTOINE - Imp. DIAL - Com. par. presse 56249 - ISSN 0399-6441  
D 1378-4/4